La suspension de l'aide enfonce les Palestiniens dans la pauvreté

Partage international n° 225 – Mai 2007

D'après une enquête menée par Oxfam, agence humanitaire internationale, les Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza souffrent de manière dramatique des conséquences de la suspension de l'aide internationale. L'aide aux Palestiniens a été retirée après qu'une élection libre et démocratique ait conduit le Hamas au gouvernement, en janvier 2006.

L'étude *Pauvreté en Palestine : le coût humain du boycott financier,* commandée par Oxfam, a été publiée en avril 2007. Elle se base sur les résultats d'une enquête menée dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie auprès de 677 chefs de famille et de 67 responsables travaillant dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures publiques. Elle met en évidence que la pauvreté dans les territoires sous la juridiction de l'Autorité palestinienne a cru de 30 % en 2006, suite à la suspension de l'aide des Etats-Unis, de l'Europe et du
Canada en avril et à l'arrêt du paiement par Israël des taxes et droits de douane qui reviennent à l'Autorité palestinienne. Salam Fayyad, ministre palestinien des Finances, déclare que le boycott a dévasté l'économie palestinienne. Un milliard d'euros seraient nécessaires en 2007 pour prévenir une crise encore plus grave ; l'Autorité palestinienne se débat pour continuer à fonctionner avec un quart des 160 millions de dollars dont elle a besoin chaque mois.

D'après Oxfam, les Palestiniens avaient déjà de grandes difficultés à joindre les deux bouts avant la suspension de l'aide et le blocage des paiements par Israël, mais maintenant de très nombreuses familles ont connu une chute drastique de leur revenu et un si grand nombre de services publics ont été interrompu que les territoires sont en voie de devenir une région sans Etat avec une absence totale de services de base. Parmi les responsables interrogés, 90 % ont déclaré qu'ils avaient dû réduire les services et la moitié ont affirmé qu'ils avaient été obligés de réduire des services essentiels de 50 % ou plus, à cause du manque de financement. Les populations civiles ont été très touchées avec 50 % des familles interrogées ayant vu leur revenu réduit de moitié ou davantage. L'impact de la suspension a été très sévère sur ces populations, car environ un million de personnes dépendent des 160 000 fonctionnaires de l'Autorité palestinienne dont le salaire, en novembre 2006, a chuté à 40 % par rapport à leur niveau de 2005, accroissant la pauvreté dans cette population de 35 % à 71 %. Avec des arriérés de salaires qui dépassent 1,5 million de dollars, 46 % des Palestiniens n'ont plus suffisamment de nourriture. Le nombre de ceux qui vivent dans une pauvreté extrême (avec moins de 50 cents par jour) a doublé en 2006 pour monter à plus d'un million.

La Norvège a récemment accepté de reprendre son aide à l'Autorité palestinienne tandis que la Russie, la France et d'autres Etats européens envisagent d'octroyer une aide directe aux Palestiniens sans passer par le gouvernement du Hamas. La position des Etats-Unis et d'Israël n'a cependant pas évolué. Bien qu'il puisse sembler légal pour les donateurs de mettre des conditions à l'utilisation de l'aide, Oxfam considère qu'il n'est pas légitime d'utiliser l'aide humanitaire comme moyen de coercition politique.

Sources : www.oxfam.org.uk
Thématiques : politique
Rubrique : Les priorités de Maitreya